

ZIMBABWE

La campagne de violences menée contre l'opposition s'intensifie à l'approche des élections municipales

Index AI : AFR 46/042/02

Amnesty International condamne énergiquement la nouvelle vague d'actes de violence et d'intimidation cautionnés par l'État commis contre des opposants avérés ou supposés à l'approche des élections municipales qui doivent se dérouler dans tout le pays les 28 et 29 septembre.

« *Les actes d'intimidation et les manœuvres de harcèlement contre le parti d'opposition Movement for Democratic Change (MDC, Mouvement pour le changement démocratique) se multiplient. Une fois encore, les adversaires du gouvernement sont les cibles d'une véritable campagne de violences* », a déploré Amnesty International.

Selon le MDC, 698 candidats issus de ce mouvement sur les 1 397 qui entendaient se présenter dans le cadre des élections municipales se sont retirés, dans une large mesure en raison de menaces, d'actes d'intimidation et de violences imputables aux autorités ainsi qu'à des « milices » soutenues par l'État.

« *Le gouvernement doit mettre fin à ces violations quotidiennes des droits humains, et traduire en justice leurs auteurs présumés* », a déclaré Amnesty International.

La journée du 5 septembre, date butoir fixée pour le dépôt des candidatures aux élections municipales, a été marquée par plusieurs cas d'actes d'intimidation et d'agressions visant des candidats et des sympathisants du MDC. Ainsi, Onias Midzi, membre du mouvement des jeunes du MDC, a été tué par deux hommes portant des uniformes de soldats le 5 septembre, à son retour des bureaux de dépôt des candidatures du centre d'affaires de Manhenga, situé à la périphérie de Bindura, dans la province du Mashonaland-Centre, où il avait accompagné des candidats du MDC. Il a été frappé à coups de poing et de manche à balai, et on lui a apparemment cogné la tête contre un véhicule de l'armée. La police a arrêté deux hommes mais n'a pas révélé leur identité.

D'après les informations recueillies, le même jour, deux candidats du MDC,

Michael Chitsama et Johannes Chongore, de la circonscription de Zaka West, dans la province de Masvingo, ont été attaqués par des sympathisants de la *Zimbabwe African National Union-Patriotic Front* (ZANU-PF, Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique) aux bureaux de dépôt des candidatures de Zaka, lorsqu'ils ont déposé leur dossier. On ignore encore si des arrestations ont eu lieu à la suite de leur agression. Quatorze autres candidats du MDC de la circonscription de Zaka West n'ont pas été autorisés à faire enregistrer leur déclaration candidature sous prétexte qu'ils ne l'avaient pas présentée en personne, or il ne s'agit pas d'un motif constitutionnel d'exclusion d'un candidat.

Toujours le 5 septembre, 200 partisans de la ZANU-PF ont agressé Stephen Nyikadzino, secrétaire de la section de Chitungwiza du MDC, qui aidait des représentants de son parti à faire acte de candidature dans les bureaux du conseil municipal de Chegutu. Stephen Nyikadzino a été blessé à la tête et au dos et a dû passer deux jours à l'hôpital. Aucune arrestation n'a eu lieu à la suite de cette agression.

Également dans les bureaux du conseil municipal de Chegutu, Hilda Mafudza, députée MDC de la circonscription de Mhondoro, a été encerclée par des sympathisants de la ZANU-PF et contrainte à s'enfermer dans sa voiture pour se protéger.

Wilson Mabhera, candidat du MDC aux élections municipales dans la circonscription d'Hurungwe West, dans la province du Mashonaland-Ouest, a été enlevé et battu par des partisans de la ZANU-PF le 16 août. Il a été blessé à la tête et au dos et a dû être hospitalisé. Il est sorti de l'hôpital depuis lors. Nul n'a été arrêté à la suite de ces violences.

Des représentants du MDC ont également été victimes de menaces et d'actes d'intimidation imputables à des sympathisants de la ZANU-PF dans le contexte de l'élection législative partielle prévue dans la circonscription d'Hurungwe West les 28 et 29 septembre. Dans cette circonscription, une bande de six partisans de la ZANU-PF intimide les personnes qu'elle considère comme des sympathisants du MDC, ce qui empêche le candidat de ce parti, Justin Dandawa, de mener campagne librement, sans craindre d'être agressé.

« La communauté internationale, en particulier l'Afrique du Sud, voisine du Zimbabwe, doit accentuer les pressions exercées sur le président Robert Mugabe en faisant clairement savoir que les violations des droits humains ne seront pas tolérées », a conclu Amnesty International.

Complément d'information

L'élection partielle d'Hurungwe West fait suite à la mort du précédent député de cette circonscription, Marko Madiro, qui avait été élu sous les couleurs de la ZANU-PF.

Seuls 699 candidats du MDC sur un total de 1 397 ont réussi à faire enregistrer leur candidature aux élections municipales. Les 698 autres n'ont pu déposer leur déclaration de candidature, dans une large mesure en raison de menaces, d'actes d'intimidation et de manœuvres de harcèlement persistantes. Nombre d'entre eux n'ont également pu faire acte de candidature du fait de problèmes d'enregistrement dus à des dispositions législatives adoptées par le gouvernement en août, en vertu desquelles les candidats doivent être en possession d'actes de naissance détaillés, que n'ont pas nombre de Zimbabwéens. En outre, des changements de dernière minute concernant le siège des tribunaux chargés d'enregistrer les candidatures ont semé la confusion, ainsi qu'une augmentation du nombre officiel de postes à pourvoir, initialement fixé à 1 397, qui a été porté au dernier moment à 1 425 sans que le MDC en soit avisé. De ce fait, ce parti n'a pu présenter de candidats pour ces 28 mandats électoraux supplémentaires.

Selon le dernier rapport en date de l'organisation non gouvernementale (ONG) zimbabwéenne de défense des droits humains *Forum*, tout le pays a été la proie d'une violence politique organisée au cours du mois d'août, pendant lequel ont été recensés 35 cas d'intimidation politique, 23 agressions, 7 cas de torture et un meurtre. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>